

Communiqué à la presse

EMS : mobilisation contre les externalisations

Action à la Maison de Vessy

Après des débrayages dans plusieurs établissements médico-sociaux (Vendée, Mouilles, Bruyères, Bon-Séjour), c'est au tour du personnel de la Maison de Vessy de se mobiliser pour dénoncer les externalisations dans les EMS.

Ce mercredi, plus d'une cinquantaine d'employé-e-s de la Maison de Vessy, toutes professions et tous secteurs confondus (cuisine, nettoyage, intendance, soins), ont interrompu leur travail durant une vingtaine de minutes pour se rassembler devant l'établissement.

Par cette action symbolique, ils s'associent aux salarié-e-s des Résidences de la Vendée, des Mouilles, des Bruyères et de Bon-Séjour pour soutenir le personnel hôtelier des EMS de Notre Dame et Plantamour en lutte. Ils dénoncent avec force les externalisations dans les EMS qui auraient pour conséquence une diminution des revenus, une dégradation des conditions de travail et une baisse de la qualité des prestations pour les résidents.

Si le Département de tutelle montre un signe d'ouverture en créant un groupe de travail sur les externalisations, personne n'est dupe. Cela fait des années que les syndicats alertent sur les risques que les externalisations feraient peser sur le personnel, mais aussi sur les résidents. Aujourd'hui, rien sur le plan légal ne garantit la protection du personnel hôtelier des EMS de Notre-Dame et Plantamour, c'est pourquoi l'ensemble des personnels des EMS reste solidaire et mobilisé.

Par ailleurs, l'Initiative 125 approuvée par les Genevois en 2007 qui doit permettre la création de 600 postes dans les soins et le socio-hôtelier n'est toujours pas appliquée. A contrario, c'est une baisse des dotations dans tous les secteurs qui est observée ainsi que l'externalisation de certains services, comme la cuisine, dans un nombre toujours plus important d'EMS. Conséquences : davantage de précarité et de souffrance au travail ainsi qu'une baisse de la qualité des soins.

A la Maison de Vessy, la subvention cantonale destinée à financer les soins va baisser de fr. 300 000.- pour 2018, et ce après 2 années consécutives de coupes franches. L'Etat impose 5% de baisse du financement des soins sur 3 ans alors même que la volonté populaire était une augmentation des dotations. L'Etat baisse aussi, et sans concertation, le prix de pension imposant ainsi un manque à gagner de fr. 400 000.- par an. L'année 2018 s'annonce donc difficile avec un « trou » de fr. 700 000.- au budget. Dans ces conditions, le personnel se demande comment la qualité de vie des résidents, la pérennité des soins et le maintien de conditions de travail correctes vont pouvoir être assurés

Il ne faut pas que le personnel ou les résidents soient sacrifiés sur l'autel fiscal du PF17 : la recherche d'économie sur le dos des salarié-e-s pour offrir des cadeaux fiscaux aux entreprises n'est pas acceptable

L'Etat doit mettre fin aux externalisations, renoncer à baisser unilatéralement le prix de pension et appliquer enfin l'initiative approuvée par le peuple il y a 10 ans. Quant aux dotations en personnel, elles doivent être augmentées afin d'offrir une qualité de vie décente à nos aînés et permettre au personnel de travailler dans de bonnes conditions.

Personnel et syndicats le disent avec force : il ne doit pas y avoir d'EMS low-cost à Genève !

Pour tout renseignement :

Sabine Furrer, secrétaire syndicale SSP – 076 507 50 94

Mirella Falco, secrétaire syndicale SIT – 079 239 24 77

Genève, le 15 novembre 2017